



## Communiqué de presse

*Le 25 septembre 2024*

### **GOVERNEMENT BARNIER : un retour en arrière historique pour les droits des femmes**

**Le gouvernement de Michel Barnier, annoncé ce samedi 21 septembre, marque un tournant régressif et dangereux pour les droits des femmes en France.** Ce remaniement, caractérisé notamment par l'absence totale de femmes aux ministères régaliens, est une gifle infligée à toutes celles et ceux qui luttent pour l'égalité et contre les violences sexistes et sexuelles. **La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) exprime une vive inquiétude face à ces nominations et au démantèlement de la "grande cause" du quinquennat précédent.**

#### **Le secrétariat d'État à l'égalité relégué et sous tutelle masculine.**

Non seulement le secrétariat d'Etat à l'égalité entre les femmes et les hommes est placé sous la tutelle d'un ministre, ce qui lui ôte l'autonomie et les moyens financiers nécessaires pour mener à bien sa mission, non seulement ce secrétariat n'est plus en lien direct avec la Première ou le Premier ministre, mais le problème ne s'arrête pas là. **Les enjeux liés à l'égalité femmes-hommes, d'une ampleur considérable, sont loin de couvrir l'ensemble des droits des femmes.** Une telle omission est stupéfiante à un moment où les mobilisations féministes, notamment dans le cadre du procès Pélicot, révèlent une indignation publique sans précédent. **Les violations des droits des femmes ne sont pas un "petit problème" mais un phénomène systémique, profondément ancré dans notre société.** Ils touchent l'accès à la santé, y compris celle des mères (postpartum et périnatalité, importante cause de mortalité par suicide), les droits reproductifs et sexuels, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, y compris celle contre la marchandisation des filles et des femmes, l'accès à la justice, l'accès à la participation politique, la reconnaissance des droits économiques au-delà de l'égalité professionnelle, l'accès aux droits pour les femmes migrantes et étrangères et bien d'autres problématiques spécifiques et urgentes. **Pour être à la hauteur de ces enjeux vitaux, il est indispensable de disposer d'un ministère des droits des femmes de plein droit, capable d'aborder de manière holistique les défis**



**auxquels les femmes, plus de la moitié de la population, sont confrontées. Un tel ministère doit être doté de l'autonomie et des ressources nécessaires à l'exercice de sa mission.**

La rétrogradation protocolaire des droits des femmes n'est pas notre seule source d'inquiétude :

- L'absence d'un poste spécifique pour les personnes en situation de handicap nous mobilise également. **Les femmes en situation de handicap, déjà marginalisées dans les politiques publiques et souvent ignorées dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles sont encore plus invisibilisées.**
- Malgré l'ampleur des violences contre les enfants, en particulier les **violences sexuelles envers les filles**, le harcèlement scolaire qui affecte de nombreux enfants et adolescent·es, les constats préoccupants sur les **modes de garde des plus jeunes**, et **l'augmentation des violences sexistes et sexuelles entre mineur·es** liée à l'exposition à la pornographie en ligne, la création d'un Ministère de l'enfance et des droits de l'enfant a été écartée. Cela témoigne du manque de volonté politique du nouveau gouvernement pour aborder ces enjeux pourtant cruciaux et éminemment féministes.
- De manière générale, ce nouveau gouvernement incarne un tournant ultra-conservateur inquiétant. **Nous dénonçons la nomination de ministres ayant voté contre l'inscription du droit à l'IVG dans la Constitution ou s'étant opposés au mariage pour tous·tes.**

**Les droits des femmes, y compris ceux des femmes migrantes, racisées, en situation de handicap, de prostitution ou sans-abri, ceux des mères, des femmes âgées, des filles sont au cœur des préoccupations sociales.**

**Les femmes vivent des discriminations croisées qu'aucune politique partielle ou fragmentée ne peut résoudre.**

**La CLEF, collectif de près de 80 organisations de défense des droits des femmes, appelle de manière urgente à la création d'un ministère de plein exercice pour les droits des femmes, doté d'un budget conséquent, pour piloter les politiques nécessaires en matière de droits des femmes et assurer une coordination efficace entre l'ensemble des ministères.**

Contact presse : Alyssa Ahrabare, Présidente

+32470643591

[clef.femmes@gmail.com](mailto:clef.femmes@gmail.com) / [alyssa.ahrabare.afev@gmail.com](mailto:alyssa.ahrabare.afev@gmail.com)